

AREVA DANS LA TOURMENTE

Ou comment ce fleuron industriel, suite à des erreurs stratégiques de sa direction, et une absence de stratégie industrielle de l'État, se retrouve dans une position plus que délicate.

En 2001, Areva naît du rapprochement de Cogema, Framatome et Technicatome pour regrouper toutes les activités allant de la mine d'uranium, au traitement-recyclage, en passant par la fourniture de prestations aux bases installées. FCI, filiale de Framatome dans la connectique, était également présentée comme le deuxième métier d'Areva, et destinée à l'aider dans la « traversée du désert » du nucléaire. Mais la bulle des télécom a éclaté, engendrant des pertes colossales, des plans sociaux et la vente de FCI.

En 2004, Areva est contrainte par le ministre Sarkozy de racheter la filiale T&D d'Alstom au bord de la faillite. Quatre ans plus tard, le président Sarkozy contraignait Areva à revendre sa division T&D au tandem Alstom/Schneider, alors même qu'elle apportait 40 % des résultats du groupe.

Treize ans après la constitution d'Areva, et après avoir bien servi la politique étrangère française (notamment en Afrique), l'absence totale de gouvernance industrielle à long terme de tous les acteurs du directoire (Etat, Direction Générale) l'a conduit dans la tourmente.

La filière industrielle française du nucléaire divisée

Durant ces dernières années, les deux principaux acteurs nationaux que sont EDF et Areva se sont comportés en concurrents plutôt qu'en co-équipiers du pôle Energie France.

Que ce soit dans la filière nucléaire à l'export ou sur les contrats avec EDF, Areva paye très cher la guerre des chefs et la démission de l'Etat.

Sur le dossier de l'amont du cycle par exemple, l'investissement dans Comhurex 2 (pour la conversion du minerai d'uranium enrichi et de l'uranium recyclé) ne se justifie que si EDF s'approvisionne majoritairement chez Areva, au lieu d'aller chercher son uranium à l'étranger. Or, sans

Eric Vernel
Secrétaire
général Ufict-CGT
Areva NC

Membre
du bureau
national
de l'Ufict-CGT



ces investissements obligatoires pour poursuivre l'exploitation de Comhurex 2, c'est l'amont du cycle qui est en danger en France, puisque Comhurex 1 s'arrête fin 2015. Sur le dossier de la construction de réacteurs, Areva a clairement abandonné une relation historique avec EDF au profit d'une alliance avec les Allemands, et EDF, en retour, a privilégié des relations avec la Chine.

Au final, alors que l'EPR doit subir un processus d'optimisation, après être resté dans les cartons pendant dix ans suite aux attermolements du pouvoir politique, les compétences nécessaires ont disparu.

Les relations entre Areva et le CEA ne sont pas meilleures ; un comble quand on sait que le CEA est l'actionnaire principal d'Areva ! Par exemple sur le dossier du Réacteur Jules Horowitz (RJH), ou le démantèlement du site de Marcoule a été attribué à Veolia au détriment d'Areva. L'Etat ne joue pas son rôle industriel en répondant « l'Etat n'intervient pas dans les relations entre les entreprises »... même quand elles lui appartiennent !!! Il ne se préoccupe donc que des dividendes qu'il encaisse.



Les errances d'Areva combinées à une absence de stratégie industrielle de l'Etat

Le directoire d'Areva a validé Uramin : un investissement dans des gisements d'uranium (décevants) en Afrique, malgré les alertes des salariés d'Areva. Il a validé aussi l'EPR finlandais (OL3), malgré les avis exprimés en CCE sur les coûts et les délais de construction annoncés (sachant qu'Areva n'avait plus construit de centrale nucléaire en France depuis vingt ans).

Parallèlement, Areva, par souci d'économies, ne renouvelle pas les compétences en métallurgie, alors qu'il faut de sept à dix ans pour former un forgeron, et qu'une grande partie des salariés compétents part en retraite d'ici cinq ans. Areva ne s'est pas mise en capacité d'honorer de futurs contrats, avec les critères de qualité qui étaient les siens.

L'Etat n'intervient pas dans les relations entre les entreprises... qui lui appartiennent !

L'Etat ne voyant en ses entreprises que des machines à cash, il a réduit drastiquement les budgets de recherche du CEA. Celui-ci, actionnaire principal d'Areva NC, lui a répercuté ses contraintes financières : par exemple, en mettant Areva en concurrence sur le démantèlement.

Résultat : La situation du groupe est très mauvaise

Aujourd'hui la dette a enflé, dépassant les fonds propres. Ce ne serait pas un problème si cette dette finançait des investissements sur le long terme. C'en est un si elle ne sert qu'à éponger des pertes. Areva T&D, ST Microelectronics, Euriware et les parts d'Eramet ont été vendus sans que cela ne serve à quoi que se soit, sinon à fragiliser les salariés de ces entités.

La direction annonce qu'Areva doit s'offrir une cure

d'amaigrissement, sans plus d'informations sur la politique industrielle de l'actionnaire principal : l'Etat.

Et la situation sur les sites n'est pas meilleure !

Sur tous les sites, et notamment La Hague, la situation n'est pas florissante. Depuis plusieurs années, la maintenance est délaissée au profit de la production (seul élément générant des rentrées financières). La direction s'est d'ailleurs bien gardée d'informer les instances représentatives des difficultés... jusqu'à ce que les élus CGT mettent les pieds dans le plat : l'outil industriel a vieilli prématurément, parce que nos actionnaires et dirigeants ont privilégié les dividendes à la maintenance et à la pérennité de l'outil.

Et les salariés, depuis dix ans, subissent cette logique financière qui s'est traduite par la dégradation de leurs conditions de travail, l'augmentation parfois très importante de la pression morale, les suppressions d'acquis sociaux, la casse des statuts, le blocage des salaires, la baisse des effectifs, les mobilités forcées.

Mais la CGT Areva NC reste combative car rien n'est inéluctable

Aujourd'hui, la direction voudrait que ce soit les salariés qui épongent la facture des dettes et des difficultés générées par le directoire et l'absence d'orientations venant de l'actionnaire principal.

Mais les salariés ne doivent pas

être la variable d'ajustement des errements passés. Ils ont participé à faire d'Areva un fleuron industriel avant que d'autres ne s'acharnent à le plomber.

La CGT et l'Ufict CGT sont intervenues régulièrement auprès des parlementaires et du gouvernement pour faire avancer les contrats, notamment de retraitement recyclage ou de fourniture de combustible, mais aussi pour dénoncer la situation faite aux sous-traitants au travers de la logique du moins-disant. Il faut que l'Etat réoriente dans le bon sens les relations entre tous les acteurs de la filière nucléaire, du CEA à EDF en passant par Areva. Il est temps que ces entités coopèrent, travaillent ensemble pour les salariés de ces entreprises, leurs sous-traitants, les régions d'implantation des sites, afin d'aller vers un pôle public de l'énergie en France, dans l'intérêt commun des populations. ■